

l'environnement et des taux de croissance insoutenables de la population.

En revanche, une diversification croissante entre les économies des pays en développement nous permet - je l'espère profondément - de nous dégager du monolithisme idéologique pernicieux qui a entaché le dialogue Nord-Sud des décennies précédentes. Cette diversification impose aux pays développés de moduler leurs réponses en fonction des impératifs et des besoins distincts des pays en cause. C'est la nature même des politiques d'aide qui va s'en trouver transformée. Selon les niveaux de développement des pays bénéficiaires, nous devons adapter notre aide tout en continuant à faire bénéficier les pays les moins avancés d'une assistance de première nécessité, soit humanitaire et alimentaire. Nous devons de plus en plus fournir nos efforts à l'appui des programmes d'ajustements pour enfin aboutir à une véritable coopération économique.

Nous ne pouvons que nous féliciter, à cet égard, de l'acceptation croissante par les pays en développement de leur responsabilité pour leur propre croissance et de leur prise de conscience que les apports extérieurs ne sont qu'un apport, si indispensable soit-il. Conscients des nouveaux impératifs de l'économie internationale, la majeure partie de ces pays ont accepté avec courage de mettre en oeuvre des programmes d'ajustement structurel exigeants. Cette conscience nouvelle est celle qui nous permet de parler d'un nouveau partenariat, lié à l'interdépendance entre nos économies plutôt qu'à l'ancienne confrontation Nord-Sud.

Mais cela appelle de notre part une réflexion nouvelle. Nous devons sortir des sentiers battus de l'aide extérieure traditionnelle. Nous devons penser en termes plus globaux et lier l'aide, le traitement de la dette, l'ouverture du commerce international, la réforme des économies et le renforcement du secteur privé dans les économies en développement aux efforts en vue d'intégrer ces pays dans le système économique mondial. Il faut bien se rendre compte que le phénomène d'interdépendance, dont on ne cesse de faire état, va imposer des exigences nouvelles, surtout dans le contexte d'une conclusion fructueuse des négociations commerciales multilatérales; elle va ouvrir les marchés à une concurrence plus féroce qui sera basée en grande partie sur la maîtrise des technologies nouvelles.

La résolution économique est un tout cohérent dont le message est clair : qui dit partenariat dit dialogue; qui dit dialogue dit soutien; qui dit soutien dit efforts communs et complémentaires. Ainsi, il ne s'agit pas tant de volume d'aide et de dépendance mais bien d'une coopération économique globale, touchant les politiques commerciales, l'accès aux marchés, les transferts de technologie, les équilibres financiers, la dette, la coopération